

Unité départementale du Rhône
63 avenue Roger Salengro
69100 VILLEURBANNE

VILLEURBANNE, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

SOGARIS DEVELOPPEMENT

ZI Lyon Est les pierres blanches
Boulevard bernard Vos
69780 Mions

Références : UD-R-CTESSP-23-139-RP
Code AIOT : 0010600259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/05/2023 dans l'établissement SOGARIS DEVELOPPEMENT implanté 4 Bd Bernard Vos 69 780 Mions. L'inspection a été annoncée le 02/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOGARIS DEVELOPPEMENT
- Plate forme logistique du Grand Lyon 69780 Mions
- Code AIOT : 0010600259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOGARIS DEVELOPPEMENT est autorisée par arrêté préfectoral du 31 décembre 1997 modifié pour la dernière fois le 21 août 2006 à exploiter 11 bâtiments logistiques sur une plateforme logistique de la commune de Mions. Le site relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 1510 (entrepôt couvert) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et du régime de la déclaration pour les rubriques 2925 (atelier de charge) et 4802 (stockage de gaz à effet de serre fluorés ...).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- **Suites des constats des visites réalisées en 2017 et 2022 qui ne sont pas soldés à ce jour ;**
- **Condition de stockage ;**
- **Fluide frigorigène ;**
- **Étude des flux thermiques.**

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Volume de confinement eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 4.5	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II – Point 15	Lettre de suite préfectorale	9 mois
5	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II - Point 1.4	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Maintenance et test (PI)	Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, Article 6.1.8 Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 13	Lettre de suite préfectorale	6 mois
10	Étude flux thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	contrôles périodiques d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 4.1	Sans objet
3	POI	Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 6.4.1	Sans objet
6	Maintenance et test (syst. Sprinklage)	Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 6.1.8	Sans objet
8	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 8	Sans objet
9	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 9	Sans objet
11	Identification et connaissance des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (Annexe)	Sans objet
13	Bennes et parking voitures	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II point 2-III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des eaux de l'établissement seront du type séparatif. (...) Un dispositif permettant d'isoler le site sera installée avant le point de raccordement au réseau public d'eaux pluviales. Les réseaux d'eaux pluviales de toitures et de voiries seront aménagés de façon à éviter toute possibilité d'évacuation des eaux d'extinction ou de tout autre liquide susceptible d'apporter une pollution dans le milieu naturel. Le plan des réseaux d'assainissement faisant apparaître les secteurs collectés, les regards et les points de branchement, seront régulièrement tenus à jour.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 10/04/2017, l'inspection a demandé à l'exploitant de rédiger une procédure pour isoler les réseaux d'eaux pluviales, de l'insérer dans le POI et d'assurer une formation des opérateurs. Lors de la présente visite, l'exploitant présente la procédure d'isolement des bassins de rétention du site, et l'inspection constate qu'elle figure dans le POI du site. L'exploitant indique que les agents chargés d'actionner le dispositif de confinement des bassins de rétentions disposent dans leur voiture de la chef qui permet de réaliser cette opération. L'inspection n'a pas demandé à l'exploitant d'actionner le dispositif de confinement d'un bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Volume de confinement eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement des conséquences notables pour le milieu environnant.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 23/03/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier que

le volume des bassins de rétention du site permet de collecter la totalité des eaux d'extinction en cas d'incendie.

Avant la présente visite, l'exploitant a transmis deux notes de calculs, présentant pour chaque installation classée pour la rubrique 1510, d'une part les besoins en eaux d'extinction incendie (suivant le guide D9) et d'autre part le volume de rétention des eaux d'extinction incendie (suivant le guide D9A).

L'inspection constate que l'exploitant a retenu pour le calcul des besoins en eaux d'extinction incendie une catégorie de risque 1 pour tous les entrepôts. Or cette catégorie de risque ne semble pas en adéquation avec le fascicule R du guide D9.

L'inspection constate pour le calcul du volume de rétention des eaux d'extinction incendie suivant le guide D9A que l'exploitant a retenu des surfaces de voiries significativement différentes pour chacun des entrepôts, alors que ces surfaces ne disposent que de deux exutoires (qui sont les deux bassins de rétention).

L'exploitant indique qu'il va corriger les calculs du D9/D9A.

Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de justifier que les volumes des bassins de rétention du site permettent de collecter la totalité des eaux d'extinction en cas d'incendie, conformément aux éléments figurant dans les dossiers de demandes d'autorisations des installations (si ces éléments existent et si les installations n'ont pas subi de modification notable). Autrement, l'exploitant peut à sa convenance choisir de justifier les volumes de confinement conformément au guide D9A.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, Article 6.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

Le POI est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Un exercice annuel est réalisé en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI

Constats :

Lors de la visite du 10/04/2017 il a été demandé à l'exploitant de respecter la fréquence annuelle de mise à jour du POI du site ainsi que des exercices.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente son POI révisé le 22/03/23, ainsi que le compte rendu du dernier exercice réalisé avec les pompiers, le 18/10/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 15
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Prescription contrôlée : L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
Constats : Lors de la visite d'inspection du 10/04/2017, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la conformité des installations par rapport au risque foudre. Avant la présente visite, l'exploitant a transmis pour l'ensemble des bâtiments du site une analyse du risque foudre et une étude technique, toutes deux réalisées en septembre / octobre 2022 par la société 1G GROUP SAS. L'exploitant indique qu'il a fait réaliser ces nouvelles études suite à l'évolution de la réglementation en matière du risque foudre, et qu'il prévoit d'achever les travaux de mise en conformité en 2023 ou début 2024. Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 9 mois, de réaliser les travaux de mise en conformité relatifs au risque foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 9 mois

N° 5 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II -Point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 23/03/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de mettre en place les mesures nécessaires afin d'avoir un état des stocks permettant de connaître les quantités de produits stockés par rubrique ICPE, leur localisation ainsi qu'un accès aux fiches de données de sécurité des produits présents ; et pour les matières dangereuses, de faire figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Lors de la présente visite, l'exploitant présente l'outil informatique qu'il utilise pour disposer d'un état des stocks. L'exploitant indique que l'état des stocks est généré automatiquement par les données transmises par les locataires, de manière journalière pour les matières dangereuses et hebdomadaire pour les autres matières. Ainsi, l'exploitant dispose pour chaque bâtiment et par cellule le cas échéant d'un état des stocks.

L'inspection constate que figurent sur l'état des stocks présenté, les rubriques ICPE des matières stockées, les quantités stockées par rubriques ICPE (exprimées en m³ et/ou tonnes), les mentions de dangers pour les produits dangereux, et leur FDS. L'exploitant précise que cet état des stocks est accessible en cas de sinistre sur le site et que les locataires réalisent un inventaire physique annuel, mais qu'il n'en dispose pas.

L'inspection a réalisé un contrôle de cohérence de l'état des stocks présenté sur un produit classé sous la rubrique ICPE 4510 dans l'un des bâtiments, qui n'appelle pas de remarque particulière.

L'inspection constate néanmoins, que l'état des stocks présenté ne permet pas de connaître la nature des produits stockés par rubrique ICPE. Cela ne permet, notamment, pas de fournir une

information vulgarisée à la population.

Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de compléter son état des stocks afin d'indiquer, pour chaque zone de stockage, la nature des produits stockés pour chaque rubrique ICPE. Cela devra notamment permettre de fournir une information vulgarisée à destination de la population en cas d'incendie.

Demande : l'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, d'être en capacité de pouvoir justifier de la réalisation d'un recalage périodique par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Maintenance et test (syst. Sprinklage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, Article 6.1.8

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique

Prescription contrôlée :

L'état du matériel électrique, des moyens de secours contre l'incendie et de sécurité feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 23/03/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la levée des constats relevés lors des dernières vérifications des installations de sprinklage dans l'ensemble des bâtiments (l'inspection avait contrôlé les derniers rapports de vérification des systèmes sprinklage des bâtiments 2 et 3).

L'exploitant a transmis avant la présente visite, les deux derniers rapports de vérifications périodiques des installations de sprinklage des bâtiments 2 et 3 (sur demande de l'inspection), réalisés les 04&05/07/2022 et 15&16/12/2022.

L'inspection constate que le rapport de décembre 2022 pour le bâtiment 2 ne comporte pas d'ancien point de non-conformité et 4 anciennes observations.

L'inspection constate que le rapport de décembre 2022 pour le bâtiment 3 comporte 4 anciens points de non-conformité et 1 (ou 2) anciennes observations.

L'exploitant indique que certains points de non-conformités résultent des actions du locataire, par exemple sur les conditions de stockage. Dans ce cas, l'exploitant indique qu'il demande au locataire concerné de prendre, dans les meilleurs délais, les mesures nécessaires pour supprimer les points de non-conformité. Les points de non-conformité restant concernent la présence de bennes à moins de 10 m du bâtiment (ce point est abordé dans le constat 13).

L'inspection constate en effet, qu'aucun ancien point de non conformité de l'installation sprinkler du bâtiment 3 ne porte sur un défaut de matériel.

L'exploitant présente l'outil informatique de suivi des installations de sprinklage. Il indique qu'en cas de non-conformité d'un matériel identifiée lors d'un contrôle périodique, il programme rapidement les travaux correctifs nécessaires. A ce titre, l'exploitant présente un bon de

commande de travaux concernant le système sprinklage du bâtiment 2 daté du 27/02/2023 qui faisait suite à la vérification périodique de décembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Maintenance et test (PI)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/12/1997, Article 6.1.8 ; Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique</p>
<p>Prescription contrôlée : L'état du matériel électrique, des moyens de secours contre l'incendie et de sécurité feront l'objet de vérifications périodiques par un technicien compétent</p> <p>Moyens de lutte contre l'incendie de l'annexe II de l'arrêté du 17/04/2017 : (...) Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures. (...)</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection du 23/03/2022, l'inspection a demandé à l'exploitant de justifier la levée des écarts relevés lors de la dernière vérification des poteaux incendie du site et que les pressions et débits des poteaux incendie sont suffisants.</p> <p>L'exploitant a transmis avant la présente visite, un rapport de contrôle de 37 poteaux incendie du site, réalisé par la société MADIS le 24/10/2022.</p> <p>L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que seul les poteaux 1 et 2 ont été testé en simultané (débit respectif de 38 et 40 m³/h) ; • que le poteau n°9 ne dispose pas de mesure (figure l'observation « par-terre couché ») ; • que le poteau n°35 ne délivre aucun débit. <p>Lors de la présente visite, le poteau n°9 n'a pas pu être trouvé sur le site. L'exploitant précise que la numérotation des poteaux sur le rapport de MADIS ne correspond pas à la numérotation des poteaux sur les plans du site. Néanmoins, l'exploitant indique que le poteau mentionné comme « par-terre couché » dans le rapport de MADIS a été réparé.</p> <p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, de justifier la réparation du poteau incendie mentionné « par-terre couché » dans le rapport de MADIS du 24/10/2022.</p>

<p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 6 mois, de corriger les calculs des besoins en eau d'extinction incendie réalisés suivant le D9 (cf. constat 2).</p>
<p>Demande : L'inspection demande à l'exploitant, de justifier du débit d'eau d'extinction incendie réglementaire pour chacun des 11 entrepôts du site. Pour cela, l'exploitant dispose de deux solutions :</p> <p>1- justifier sous 6 mois, le débit d'eau d'extinction incendie pour chacun des 11 entrepôts ;</p> <p>2- définir un programme annuel de mesures du débit d'eau d'extinction incendie pour les 11 entrepôts sur 4 ans maximum (2023, 2024, 2025, 2026) avec une répartition globalement homogène des tests à réaliser chaque année. Dans ce cas, l'exploitant justifie sous 6 mois, le débit d'eau d'extinction incendie pour la partie des entrepôts figurant au programme de 2023 et transmet le programme de mesures établi.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence de produits dangereux stockés dans le bâtiment 3 qui n'appelle pas de remarque particulière au regard de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Conditions de stockage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Annexe II – Point 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

<p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p> <p>La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.</p> <p>En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,</p> <ul style="list-style-type: none"> - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à : - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ; - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L. - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses. <p>Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite des bâtiments 1 et 3 par l'inspection n'appelle pas de remarque particulière au regard de la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Étude flux thermiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation (...) une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées (...)</p> <p>Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut</p>

s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.
Constats : L'exploitant présente une étude de modélisation des flux thermiques réalisée en mai 2023. Cette étude ne concerne qu'une partie des bâtiments classés pour la rubrique 1510. L'exploitant précise qu'il souhaite modifier / compléter certaines hypothèses retenues pour les modélisations avant de transmettre l'étude à l'inspection.
Demande : L'inspection demande à l'exploitant, sous 3 mois, d'actualiser son étude des flux thermiques des bâtiments classés pour la rubrique ICPE 1510 et de lui transmettre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Identification et connaissance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.2 et 3.3 (annexe)
Thème(s) : Autre, Fluide frigorigène
Prescription contrôlée : 3.2 : Étiquetage des équipements contenant des fluides Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir. 3.3 : Etat des stocks de fluides L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : L'exploitant présente une liste des appareils utilisant des fluides frigorigènes. Celle-ci mentionne pour chaque appareil ses caractéristiques, dont la nature du fluide frigorigène, sa quantité, et son équivalent en CO ₂ . L'inspection réalise un contrôle de cohérence sur les caractéristiques d'un des appareils du bâtiment 1, qui n'appelle pas de remarque particulière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Contrôles périodiques d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Autre, Fluide frigorigène
Prescription contrôlée : Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à

l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.
Constats : L'inspection constate la présence d'une vignette bleue sur l'appareil contrôlé contenant du fluide frigorigène. La date de validité est indiquée jusqu'en février 2024. L'exploitant indique que ce sont les locataires qui assurent la réalisation des contrôles d'étanchéité des appareils contenant du fluide frigorigène et ne pas connaître à quelle fréquence ils sont réalisés. Demande : l'inspection demande à l'exploitant sous 3 mois, de transmettre les deux dernières fiches de contrôle d'étanchéité de l'appareil du bâtiment 1 contenant 74kg de R449A.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Bennes et parking voitures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II point 2-III
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les parois externes des cellules de l'entrepôt (ou les éléments de structure dans le cas d'un entrepôt ouvert) sont suffisamment éloignées des stockages extérieurs et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager à l'entrepôt. La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : - si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ; - ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie. Cette disposition n'est pas applicable aux zones de préparation et réception de commandes ainsi qu'aux réservoirs fixes relevant de l'arrêté du 3 octobre 2010, disposant de protections incendies à déclenchement automatique dimensionnés conformément aux dispositions des articles 43.3.3 ou 43.3.4 de l'arrêté du 3 octobre 2010. Cette disposition n'est également pas applicable si l'exploitant justifie que les effets thermiques de 8 kW/m2 en cas d'incendie du stockage extérieur ne sont pas susceptibles d'impacter l'entrepôt. <u>Pour les installations existantes</u> et les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est antérieur au 1er janvier 2021, <u>cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.</u>
Constats : L'inspection constate la présence de bennes déchets à proximité des bâtiments 1 et 3, ainsi que des zones de stationnement. L'exploitant indique qu'il estime pouvoir placer des bennes en plein air dans la mesure où elles se

situent à proximité de zones de préparation et réception de commandes.

Observation : L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il devra satisfaire à la prescription mentionnée à partir du 1^{er} janvier 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet